



**Arrêté préfectoral n° DDPP64/SPAE/2023-255 déterminant une zone
réglementée temporaire suite à des suspicions fortes d'influenza aviaire
en élevage et les mesures applicables dans cette zone**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le règlement (CE) N° 1069/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 modifié établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;

VU le règlement (UE) 2016/429 du Parlement Européen et du Conseil du 9 mars 2016 modifié relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale ») ;

VU le règlement délégué (UE) 2020/687 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives à la prévention de certaines maladies répertoriées et à la lutte contre celles-ci ;

VU le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L.201-1 à L.201-13 et L.221-1 à L.221-9, L.223-1 à L.223-8, R.223-3 à R.223-12, D.223-22-2 à D.223-22-17 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 5 octobre 2022 de Monsieur le Président de la République nommant M. Julien CHARLES, préfet des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté ministériel du 10 septembre 2001 modifié fixant des mesures financières relatives à la lutte contre les pestes aviaires : maladie de Newcastle et influenza aviaire ;

VU l'arrêté ministériel du 18 janvier 2008 modifié fixant les mesures techniques et administratives relatives à la lutte contre l'influenza aviaire ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 2017 nommant M. Alain MESPLÈDE, Directeur départemental de la protection des populations des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2021 définissant les zones à risque de diffusion du virus de l'influenza aviaire ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2021 relatif aux mesures de biosécurité applicables par les opérateurs et les professionnels liés aux animaux dans les établissements détenant des volailles ou des

oiseaux captifs dans le cadre de la prévention des maladies animales transmissibles aux animaux ou aux êtres humains ;

VU l'arrêté ministériel du 10 janvier 2022 renouvelant M. Alain MESPLÈDE dans ses fonctions de directeur départemental de la protection des populations des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté préfectoral n°64-2022-10-24-00014 du 24 octobre 2022 donnant délégation de signature à M. Alain MESPLÈDE, directeur départemental de la protection des populations des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDPP/SPAE/2023-253 du 10 mai 2023 portant mise sous surveillance d'une exploitation suspecte d'influenza aviaire sur la commune de SAUVAGNON ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDPP/SPAE/2023-254 du 10 mai 2023 portant mise sous surveillance d'une exploitation suspecte d'influenza aviaire sur la commune de MAUCOR ;

CONSIDÉRANT les suspicions cliniques fortes d'influenza aviaire dans des élevages de volailles situés à MAUCOR et SAUVAGNON, ainsi que dans les départements du Gers et des Landes ;

CONSIDÉRANT le caractère extrêmement contagieux et grave de l'influenza aviaire ;

CONSIDÉRANT la nécessité de surveiller les élevages afin d'identifier une éventuelle diffusion du virus ;

CONSIDÉRANT l'urgence sanitaire à agir ;

ARRÊTE

Article premier : Définition

Une zone réglementée temporaire (ZRT) est définie, conformément à l'analyse de risque menée par la DDPP des Pyrénées-Atlantiques, et se compose du territoire des communes listées en annexe du présent arrêté.

Le cas échéant, les limites de zones pourront être matérialisées par des panneaux sur les routes principales.

Article 2 : Mesures dans la zone réglementée temporaire

Les territoires placés en zone réglementée temporaire sont soumis aux dispositions suivantes :

1. Il est procédé au recensement de toutes les exploitations de volailles commerciales ou non commerciales et des exploitations d'autres oiseaux captifs.
2. Une enquête épidémiologique est menée dans l'exploitation faisant l'objet d'une suspicion forte ou dans les élevages de la zone en cas de détection d'un foyer dans la faune sauvage.
3. Aucune volaille et aucun autre oiseau captif ne doit entrer dans les exploitations ou en sortir.
En cas de nécessité, des dérogations peuvent être accordées sous forme de laissez-passer par la DDPP sous conditions de transport direct, de mise en place de mesures de biosécurité des personnes, des véhicules et dans les élevages et établissements et d'examen clinique et.
4. Les volailles et autres oiseaux captifs doivent être maintenus dans leurs exploitations, que ce soit dans leurs locaux d'hébergement ou dans d'autres lieux de l'exploitation permettant leur confinement et leur isolement, notamment afin de limiter les contacts avec les oiseaux sauvages. Tous les détenteurs d'oiseaux mettent en œuvre les mesures de biosécurité adaptées pour prévenir le risque de diffusion de la maladie, en particulier via le contact avec les oiseaux

sauvages, en protégeant l'accès à l'alimentation, à l'abreuvement, aux silos et stockage d'aliments.

Lorsque pour des raisons de bien-être animal ou pour l'application d'un cahier des charges en vue de l'obtention d'un signe officiel de qualité, l'exploitant à titre commercial d'un troupeau de volailles autres que les gibiers à plumes peut être autorisé à déroger aux conditions précisées par instruction du ministre en charge de l'agriculture (la dérogation peut également être accordée aux détenteurs d'oiseaux captifs vaccinés conformément à une instruction du ministre en charge de l'agriculture).

5. Tout mouvement de personnes, de mammifères des espèces domestiques, de véhicules et d'équipement dans ou à travers la zone, à destination ou en provenance d'exploitations d'oiseaux situées dans ou en dehors de la zone, est évité autant que faire se peut, les mouvements nécessaires font l'objet de précautions particulières en termes de changement de tenue, de parage des véhicules en dehors des zones d'élevage et de nettoyage et désinfection afin d'éviter les risques de propagation de l'infection.
6. Aucun œuf ne doit quitter les exploitations sauf autorisation délivrée par le DDPP, qui prescrit les mesures à prendre pour éviter la propagation de la maladie.
7. Aucun cadavre, aucune viande provenant de volailles ou d'autres oiseaux captifs y compris les abats, aucun aliment pour volailles, aucun fumier de volailles ou d'autres oiseaux captifs, aucun lisier, aucune litière, aucune déjection ni aucun objet susceptible de propager l'influenza aviaire ne doit sortir des exploitations suspectes sauf autorisation délivrée par le DDPP, qui prescrit les mesures à prendre pour éviter la propagation de la maladie.
Les cadavres qui ne pourraient être éliminés dans les meilleurs délais sont stockés dans des containers étanches.
Le transport et l'épandage du fumier et du lisier provenant de volailles ou oiseaux captifs est interdit. En cas de nécessité, des dérogations peuvent être accordées par le directeur départemental de la protection des populations.
Les sous-produits animaux issus de volailles des zones réglementées et abattues en abattoir implanté à l'intérieur des territoires concernés sont exclusivement destinés à un établissement de traitement agréé au titre du règlement (CE) n°1069/2009.
8. Toute augmentation de signes cliniques évocateurs d'influenza aviaire ou de la mortalité ainsi que toute baisse importante dans les données de production sont immédiatement signalées au DDPP par les responsables des exploitations qu'elles soient de nature commerciale ou non.
9. Le nettoyage et la désinfection des véhicules sont effectués, sous la responsabilité du responsable de l'établissement concerné, à l'entrée et à la sortie de tous les établissements en lien avec l'élevage avicole tels que les élevages, les couvoirs, abattoirs, entrepôts ou usines de sous-produits animaux, équarrissages, centres d'emballage.
10. Les rassemblements d'oiseaux tels que les foires, marchés et les expositions sont interdits.
11. Les activités cynégétiques suivantes sont interdites :
 - le transport et l'utilisation des appelants pour la chasse au gibier d'eau, quelle que soit la catégorie du détenteur ;
 - la chasse au gibier d'eau ;
 - le mouvement et le lâcher de gibiers à plumes de la famille des phasianidés et anatidés.
12. Les usagers de la nature (promeneurs, randonneurs, cyclistes, chasseurs, pêcheurs, acteurs de l'environnement...) mettent en œuvre des mesures de précaution et de biosécurité notamment l'absence de contact avec les oiseaux sauvages affaiblis, blessés ou morts (hormis par action de chasse), le changement de tenue et de chaussures si possible au retour du déplacement (nettoyage avec un détergent et désinfection avec un désinfectant virucide ou une solution javellisée).

Le contact avec des oiseaux ou volailles de basses-cours ou d'élevage ou de volières, est à éviter *a minima* dans les 48 h suivant le déplacement dans le milieu naturel.

Article 3 : Dérogations aux interdictions de mouvement

Par dérogation au point 3 de l'article 2 du présent arrêté, les mouvements suivants de volailles peuvent être autorisés, sur analyse de risque menée par la DDPP, et sous réserve de respecter les mesures renforcées de biosécurité sur les véhicules et leurs conducteurs :

a) Mouvements de volailles de la zone réglementée temporaire pour abattage immédiat dans un abattoir agréé situé sur le territoire national.

Les établissements d'abattage autorisés pour l'abattage des volailles issues de la zone réglementée temporaire définie à l'article 1 doivent se situer au plus près de l'exploitation d'origine et le cas échéant de la zone réglementée temporaire, sous réserve d'un transport sans rupture de charge et d'un protocole validé par la ou les directions départementales en charge de la protection des populations concernées.

L'autorisation de mouvement de volailles pour abattage immédiat peut être délivrée sous réserve :

- d'une visite vétérinaire préalable pour contrôler l'état sanitaire des animaux par un examen clinique et vérifier des informations du registre d'élevage, réalisée dans les 48 h maximum avant le mouvement ;
- de la réalisation, dans les 48 h maximum avant le mouvement, de prélèvements pour analyses virologiques (60 écouvillons trachéaux), avec résultats favorables.

b) Mouvements de volailles pour abattage ou dépeuplement préventif ordonné par l'État

Article 4 : Levée des mesures

La zone réglementée temporaire est levée si la suspicion est infirmée par les résultats de laboratoire ou au contraire par l'entrée en vigueur des mesures liées à la confirmation de l'infection.

Article 5 : Recours

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification :

- soit par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision, ou par recours hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être déférée au tribunal administratif compétent dans les deux mois suivants,
- soit par recours contentieux devant le tribunal administratif compétent par courrier ou par l'application informatique « Télérecours » accessible sur le site « www.telerecours.fr ».

Ces voies de recours ne suspendant pas l'application de la présente décision.

Article 6 : Dispositions pénales

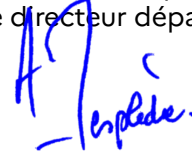
Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par des procès verbaux ; elles sont passibles selon leurs natures et éventuellement leurs conséquences, des peines prévues par les articles R.228-1 à R.228-10 du Code rural et de la pêche maritime.

Article 7 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, les Sous-Préfets d'arrondissement de Bayonne et Oloron-Sainte-Marie, le Directeur départemental de la protection des populations des Pyrénées-Atlantiques, le Commandant du groupement de Gendarmerie des Pyrénées-Atlantiques, les maires des communes concernées, les vétérinaires sanitaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne et dans le cadre de leurs prérogatives, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

Pau, le 10 mai 2023

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental,



Alain MESPLÈDE

ANNEXE : Liste des communes en zone réglementée temporaire

Nom de la commune	Code INSEE
AAST	64001
ABERE	64002
ABIDOS	64003
ABOS	64005
ANDOINS	64021
ANGAIS	64023
ANOS	64027
ANOYE	64028
ARBUS	64037
ARESSY	64041
ARGELOS	64043
ARNOS	64048
ARRICAU-BORDES	64052
ARRIEN	64053
ARROS-DE-NAY	64054
ARTHEZ-DE-BEARN	64057
ARTIGUELOUTAN	64059
ARTIGUELOUVE	64060
ARTIX	64061
ARZACQ-ARRAZIGUET	64063
ASSAT	64067
ASTIS	64070
AUBERTIN	64072
AUBIN	64073
AUGA	64077
AURIAC	64078
AUSSEVIELLE	64080
BALEIX	64089
BALIRACQ-MAUMUSSON	64090
BALIRO	64091
BARINQUE	64095
BARZUN	64097
BASSILLON-VAUZE	64098
BAUDREIX	64101
BEDEILLE	64103
BENEJACQ	64109
BENTAYOU-SEREE	64111
BERNADETS	64114

Nom de la commune	Code INSEE
BESINGRAND	64117
BEUSTE	64119
BEYRIE-EN-BEARN	64121
BILLERE	64129
BIZANOS	64132
BOEIL-BEZING	64133
BORDERES	64137
BORDES	64138
BOSDARROS	64139
BOUEILH-BOUEILHO-LASQUE	64141
BOUGARBER	64142
BOUILLON	64143
BOUMOURT	64144
BOURDETTES	64145
BOURNOS	64146
BUROS	64152
BUROSSE-MENDOUSSE	64153
CABIDOS	64158
CARRERE	64167
CASTEIDE-CAMI	64171
CASTILLON (CANTON D'ARTHEZ-DE-BEARN)	64181
CASTILLON (CANTON DE LEMBEYE)	64182
CAUBIOS-LOOS	64183
CESCAU	64184
CLARACQ	64190
CORBERE-ABERES	64193
COSLEDAA-LUBE-BOAST	64194
COUBLUCQ	64195
CUQUERON	64197
DENGUIN	64198
DOAZON	64200
DOUMY	64203
ESCOUBES	64208
ESCURES	64210
ESLOURENTIES-DABAN	64211
ESPECHEDE	64212
ESPOEY	64216
FICHOUS-RIUMAYOU	64226
GABASTON	64227
GAN	64230
GARLEDE-MONDEBAT	64232

Nom de la commune	Code INSEE
GARLIN	64233
GAROS	64234
GAYON	64236
GELOS	64237
GER	64238
GERDEREST	64239
GEUS-D'ARZACQ	64243
GOMER	64246
HIGUERES-SOUYE	64262
HOURS	64266
IDRON	64269
JURANCON	64284
LABASTIDE-CEZERACQ	64288
LABASTIDE-MONREJEAU	64290
LACOMMANDE	64299
LACQ	64300
LAGOS	64302
LAHOURCADE	64306
LALONGUE	64307
LALONQUETTE	64308
LANNECAUBE	64311
LAROIN	64315
LARREULE	64318
LASCLAVERIES	64321
LASSEUBE	64324
LEE	64329
LEMBEYE	64331
LEME	64332
LESCAR	64335
LESPIELLE	64337
LESPOURCY	64338
LIMENDOUS	64343
LIVRON	64344
LOMBIA	64346
LONCON	64347
LONS	64348
LOURENTIES	64352
LOUVIGNY	64355
LUC-ARMAU	64356
LUCARRE	64357
LUCGARIER	64358

Nom de la commune	Code INSEE
LUSSAGNET-LUSSON	64361
MASCARAAS-HARON	64366
MASPIE-LALONQUERE-JUILLACQ	64369
MAUCOR	64370
MAURE	64372
MAZERES-LEZONS	64373
MAZEROLLES	64374
MEILLON	64376
MERACQ	64380
MIALOS	64383
MIOSENS-LANUSSE	64385
MIREPEIX	64386
MOMAS	64387
MOMY	64388
MONASSUT-AUDIRACQ	64389
MONCAUP	64390
MONEIN	64393
MONTARDON	64399
MORLAAS	64405
MORLANNE	64406
MOUHOUS	64408
MOURENX	64410
NARCASTET	64413
NAVAILLES-ANGOS	64415
NAY	64417
NOGUERES	64418
NOUSTY	64419
OS-MARSILLON	64431
OUILLON	64438
OUSSE	64439
PARBAYSE	64442
PARDIES	64443
PARDIES-PIETAT	64444
PAU	64445
PEYRELONGUE-ABOS	64446
PIETS-PLASENCE-MOUSTROU	64447
POEY-DE-LESCAR	64448
POMPS	64450
PONSON-DEBAT-POUTS	64451
PONSON-DESSUS	64452
PONTIACQ-VIELLEPINTE	64454

Nom de la commune	Code INSEE
POULIACQ	64456
POURSIUGUES-BOUCOUE	64457
RIBARROUY	64464
RIUPEYROUS	64465
RONTIGNON	64467
SAINT-ABIT	64469
SAINT-ARMOU	64470
SAINT-CASTIN	64472
SAINT-FAUST	64478
SAINT-JAMMES	64482
SAINT-JEAN-POUDGE	64486
SAINT-LAURENT-BRETAGNE	64488
SAMSONS-LION	64503
SAUBOLE	64507
SAUVAGNON	64511
SEBY	64514
SEDZE-MAUBECQ	64515
SEDZERE	64516
SEMEACQ-BLACHON	64517
SENDETS	64518
SERRES-CASTET	64519
SERRES-MORLAAS	64520
SERRES-SAINTE-MARIE	64521
SEVIGNACQ	64523
SIMACOURBE	64524
SIROS	64525
SOUMOULOU	64526
TARON-SADIRAC-VIELLENAVE	64534
TARSACQ	64535
THEZE	64536
URDES	64541
UROST	64544
UZAN	64548
UZEIN	64549
UZOS	64550
VIALER	64552
VIELLENAVE-D'ARTHEZ	64554
VIGNES	64557
VIVEN	64560